Les perspectives de l'équilibre alimentaire mondial, d'après les "Projections" de la FAO

Autor(en): **Valarché, Jean**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **38 (1980)**

Heft 2

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-138510

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les perspectives de l'équilibre alimentaire mondial, d'après les «Projections» de la FAO

Jean Valarché,
professeur à l'Université de Fribourg

Depuis qu'il y a des hommes, et qui mangent, ils craignent que la nourriture ne vienne à leur manquer. L'inquiétude est, sinon plus grande, du moins plus exprimée aujourd'hui qu'autrefois:

— parce que les moyens modernes d'information nous ont appris la persistance de zones de famine;

— parce que, pour nourrir quatre milliards d'hommes, nous épuisons visiblement certaines ressources non renouvelables.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) traite le problème en théorie et en pratique. Elle renseigne périodiquement sur l'état de l'agriculture dans le monde. Elle organise des Congrès où sont soumises aux gouvernements des propositions pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale.

La publication la plus récente, intitulée «Projections relatives aux produits agricoles 1975–1985»[1], apporte des informations qui signalent certains dangers, mais aussi les possibilités de les écarter. Nous allons apprécier les uns et les autres, après avoir expliqué en quoi consistent ces «Projections».

I. LA MÉTHODE

Les responsables de la publication soulignent que leurs «Projections» ne sont ni des prévisions, ni des objectifs. Une projection ne prétend ni annoncer l'avenir, ni désigner un but à atteindre. Les projections que vient d'établir la FAO indiquent ce qui se passera d'ici 1985, au cas où se poursuivraient les tendances constatées précédemment en matière de demande, de production et de commerce agricoles. Chacun de ces trois éléments est analysé suivant certaines hypothèses bien spécifiées.

La projection de la demande mondiale des produits agricoles s'appuie sur une hypothèse de croissance démographique établie par les Nations Unies et sur un modèle de la demande par habitant, décomposé par pays, et fondé sur des élasticités calculées à partir des chiffres de 1975.

La projection de la production agricole repose sur l'extrapolation statistique des superficies cultivées et des rendements unitaires, notés par pays entre 1960 et 1975, ainsi que sur l'hypothèse que continueront jusqu'à 1985 les politiques nationales actuelles en matière de produits (suivant les cas, autosuffisance ou davantage d'exportations).

La projection du commerce agricole mondial tient compte des indications précédentes, en particulier sur l'évolution démographique et les politiques nationales en matière de produits. Elle suppose également que les accords internationaux resteront en vigueur pendant la période considérée.

Les projections publiées ne sont pas les premières établies, qui révèlent de grands déséquilibres entre les besoins d'importation et les disponibilités exportables. En fait les perspectives d'excédents ou de déficits considérables provoquent des réactions qui ramènent l'offre et la demande vers un meilleur équilibre. Les experts se sont donc servis d'un modèle d'ajustement des prix, renonçant partiellement à l'hypothèse de prix constants. Ils ont de même envisagé des difficultés de balance des paiements qui feraient remplacer une demande d'importation par une aide alimentaire. L'introduction de ces variantes explique que les projections «de base» soient accompagnées de projections «supplémentaires».

II. LES DANGERS

Nul n'ignore que la plupart des pays en développement[2] n'arrivent pas à nourrir convenablement une proportion importante de leur population. Les famines d'autrefois se répètent dans les pays à faible revenu[3], malgré les progrès de la technique et des relations internationales, à cause de deux changements apportés par l'après-guerre 1939: l'explosion démographique et la priorité donnée aux programmes d'industrialisation. Sans doute l'expérience a infléchi les plans nationaux vers un souci plus grand de l'agriculture et de nouvelles politiques de production, telles que celle de l'Inde[4] laissent espérer un accroissement substantiel à la fois des cultures vivrières et des cultures d'exportation. Mais un nouvel obstacle a surgi ces dernières années: la crise a ravivé les tendances protectionnistes. Trois dangers se présentent par conséquent aujourd'hui.

A. Le déficit alimentaire des pays en développement

La projection «de base» de la FAO indique que la demande alimentaire des pays en développement s'élèvera plus vite que leur production alimentaire. Malgré le ralentissement de sa croissance démographique (de 2,3 à 2,2% par an) et la faible proportion du revenu qu'il peut consacrer à importer de la nourriture, le tiers monde demandera au monde développé de plus en plus de céréales (94 millions de tonnes en 1985 contre 72 en 1977), d'huiles végétales, de produits laitiers et de viande. Les céréales dont il a besoin sont destinées soit à l'alimentation humaine, soit à l'alimentation animale, les secondes devant permettre aux pays en développement d'augmenter sensiblement leur production de viande et de lait.

Les experts de la FAO publient une projection supplémentaire supposant que la Chine réalisera un programme céréalier ambitieux. En ce cas, le besoin d'importation du tiers monde serait en 1985 de 70 millions de tonnes seulement!

Dans l'un et l'autre cas, le coût de l'importation projetée dépasse les possibilités des pays à faible revenu. L'aide alimentaire devra donc augmenter. Sinon les habitants de ces pays resteraient en déficit nutritionnel[5] et, de plus, ne pourraient pas développer leur élevage, qui est leur manque le plus grave, et dont le progrès dépend d'importation de fourrages concentrés et surtout de céréales secondaires.

B. La politique d'auto-suffisance alimentaire des pays développés

En développant leurs échanges, les pays en développement diminueraient leur carence en protéines et augmenteraient leurs possibilités d'exportation. Encore faut-il que leur principal client — les pays développés à économie de marché — s'y prête. Les avantages comparatifs militent en faveur de beaucoup de pays à faible revenu. Mais les clients visés paraissent déterminés à poursuivre une politique d'autosuffisance: «Il est probable qu'ils accroîtront leur taux d'autosuffisance pour de nombreux produits primaires... Leurs excédents pèsent sur les prix mondiaux des céréales, des produits laitiers, du sucre et de certains fruits»[6]. Il s'agit bien de déséquilibres structurels, puisque la production augmente plus rapidement que la demande. Seul un changement radical de la politique des pays développés permettrait aux pays en développement d'établir des industries laitières orientées vers l'exportation. Les marchés internationaux de la viande et du riz sont également instables à cause d'offres rivales des pays développés et des pays en développement. Il faut pourtant des devises aux pays à faible revenu pour couvrir leurs achats vitaux de céréales.

Le glissement du secteur agricole des pays développés vers les agro-industries n'arrangera pas la situation. Le secteur de transformation des produits alimentaires est dominé par des sociétés multinationales[7] dont la position est très forte dans la plupart des pays développés. Est-ce qu'elles favoriseront un arrangement international laissant sa place à l'exportation des pays en développement?

Les pays développés à économie planifiée ne se prêtent pas plus que les autres à l'entrée des produits alimentaires du tiers monde. On y trouve «une large marge pour accroître la consommation de produits tels que les bananes et les agrumes. Mais là ce sont les décisions politiques qui déterminent si les importations correspondront ou non aux projections»[8].

C. La concurrence des produits naturels et des produits synthétiques

Les pays en développement proposent de nombreuses matières premières agricoles, telles que le coton, les fibres dures, le jute et le caoutchouc. Une exportation accrue leur donnera-t-elle les devises nécessaires à leurs importations alimentaires? Les «Projections» indiquent au contraire que ces produits naturels continueront à se heurter à une concurrence «farouche» des produits de remplacement. Les fibres artificielles ont une telle supériorité technique sur les naturelles que celles-ci devront réduire leur coût et améliorer leur qualité fortement pour rester compétitives. Il est vrai que le renchérissement du pétrole fera perdre du terrain aux synthétiques dérivés de la pétrochimie. Néanmoins il est improbable que l'exportation des matières premières paiera l'importation d'aliments.

III. LES REMÈDES

Tout n'est pas inquiétant dans les tendances actuelles. Les exportations agricoles mondiales atteignent des niveaux records. Les pays en développement produisent plus et mieux. Ils obtiennent des autres pays les technologies qui leur conviennent. Mais leur place dans le commerce mondial n'est pas suffisante. L'avant-propos des «Projections» recommande deux politiques qui seraient des remèdes aux dangers signalés par ailleurs.

A. Une assistance accrue des pays développés à la production alimentaire

C'est avant tout par eux-mêmes que les pays en développement réduiront leur déficit alimentaire. Leur production augmentera plus vite qu'autrefois si les pays développés les aident à deux points de vue.

D'abord à intensifier leur production alimentaire. Le tiers monde doit obtenir plus de blé, de riz, de millet à l'unité de superficie. C'est plus avantageux que d'étendre la surface utile et c'est possible avec plus d'eau, d'engrais et de pesticides. L'Inde a ainsi réduit ses besoins d'importation. Les pays développés ont prêté de l'argent et envoyé des experts à cet effet.

Ensuite à exporter des produits plus élaborés. Les habitants des pays développés consomment une alimentation transformée, soit pour lui donner meilleur goût, soit pour raccourcir sa préparation. Les pays en développement doivent leur proposer le même niveau de satisfaction, ce qui suppose que soit élargi leur appareillage de transformation. De grands investissements y seront nécessaires. Dans l'un et l'autre cas il s'agit d'une assistance à long terme. Elle est préférable à l'aide alimentaire ponctuelle accordée pour parer aux conséquences des catastrophes climatiques ou politiques. Il est plus long, mais plus efficace d'améliorer le potentiel de production des pays en développement. Mais une coordination internationale est nécessaire pour que l'assistance ne conduise pas à de nouveaux déséquilibres.

B. Une harmonisation des politiques de production

L'avant-propos des «Projections» recommande d'organiser le commerce mondial de façon à obtenir deux améliorations.

1. Les échanges entre pays en développement doivent représenter une proportion plus grande du commerce mondial des produits agricoles. Les pays à faible revenu proposent à l'exportation certains produits qui intéressent vivement d'autres pays du tiers monde. C'est le cas du caoutchouc, des tourteaux d'oléagineux, des agrumes, à un moindre degré du coton et des cuirs et peaux. En ont besoin des pays pétroliers dont l'enrichissement est rapide, différents pays qui développent leur cheptel, et les pays du tiers monde où se transportent les fabrications textiles. Les productions mentionnées augmenteront si des accords commerciaux en prévoient l'exportation régulière.

2. Les pays développés doivent s'ouvrir davantage aux exportations des pays à faible revenu. Il arrive que les produits des deux catégories de pays sont en concurrence. C'est alors que l'harmonisation des politiques nationales de production est la plus nécessaire. Les conventions signées dans le cadre du GATT [9] supposent un aménagement des politiques nationales pour que chaque pays ait une part du marché. Mais les pays développés préfèrent aider les pays en développement à étendre leur propre marché intérieur. Un bon exemple en est donné par la nouvelle convention signée à LOMÉ entre la CEE et cinquante-huit pays en développement. Elle prévoit que ceux-ci feront entrer en franchise des quantités déterminées de diverses denrées. La plupart ne sont que peu ou pas du tout produites dans la CEE. Celles qui sont produites en concurrence seront admises au compte-gouttes (30 000 tonnes de viande de bœuf entreront en 1980 alors que les pays de l'OPEP en importent déjà plus de 600 000 tonnes). Par contre, l'octroi de crédits et de transfert de technologies

élèveront le niveau de productivité des pays en développement et augmenteront par là même leurs échanges internes.

On peut espérer davantage d'un accord international sur le blé. L'exportateur principal, les Etats-Unis, a l'habitude d'aménager son offre selon la conjoncture mondiale. Le petit nombre des pays exportateurs et l'importance de l'enjeu pourraient faire admettre un système de stocks nationaux sous coordination internationale. Mais finalement le partage international des productions agricoles est plus difficile que celui des productions industrielles. Les pays développés ont admis, parfois provoqué des transferts de production dans les pays en développement qui arrangent les deux parties. Mais la complication des marchés et l'imbrication de questions politico-militaires avec les problèmes économiques empêchent d'harmoniser les intérêts agricoles.

Il reste que l'alternative à une réduction du protectionnisme est un déséquilibre tel entre les besoins et les ressources que la paix mondiale en serait compromise. En écrivant que les «Projections» sont publiées pour permettre aux gouvernements d'organiser un commerce agricole mondial plus équitable, le Directeur général de la FAO laisse entendre que les pays développés n'ont pas le choix. Il n'est pas possible de se tirer d'affaire tout seul et il est normal que la prospérité soit inséparable d'un minimum de solidarité internationale.

---

[1] Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 1979.

[2] Conformément à l'usage, nous considérons comme synonymes «pays en développement» et «tiers monde».

[3] Le World Bank Atlas (Edition 1978) classe 49 pays en développement dans la catégorie «à faible revenu». Ils totalisaient 1408 millions d'habitants en 1976.

[4] Citée élogieusement dans les «Projections», p. 12.

[5] D'après J. Klatzmann (Nourrir dix milliards d'hommes ?), 10% de la population mondiale souffrent de carences alimentaires et 50% sont mal nourris à des degrés divers.

[6] «Projections» p. 4 et p. 14.

[7] V. Interfuturs. Face aux futurs. OCDE 1979, p. 411–412.

[8] «Projections» p. 14.

[9] Les «Projections» prévoient l'aboutissement d'un accord laitier.